

Spicheren. Une topographie historique

Quiconque passe devant la station «Spichernstraße» de la ligne de métro U9 de Berlin a peu de chances de penser à la princesse *Hélène Louise de Mecklembourg-Schwerin*, puis *duchesse d'Orléans et de Chartres* - sauf s'il vient de Sarrebruck et des environs. Il n'est pas non plus susceptible d'associer le nom de la station de métro à une bataille de la guerre franco-allemande de 1870/71, livrée à cet endroit par l'armée prussienne contre le 2e corps français du général *Charles Auguste Frossard*. Et il n'aura probablement pas l'idée que Sarrebruck, à deux kilomètres à peine de Spicheren, était une cible privilégiée des bombardements alliés pendant la Première Guerre mondiale; que le chancelier du Reich *Adolf Hitler* lui-même a fait construire des abris militaires lors d'une visite aux Spicherer Höhen à la fin de 1939, qui sont devenus une partie du «Westwall» au cours de la Seconde Guerre mondiale; et que peu de temps après, le camp de la Gestapo «Neue Bremm» a été construit à côté, qui a d'abord servi à loger les travailleurs forcés, et vers la fin de la guerre comme un camp de prison et de concentration. Beaucoup d'histoire pour une petite communauté comme Spicheren, qui s'appelle Spichern en allemand.

1.

La princesse Hélène Louise a attiré beaucoup d'attention lorsqu'elle a franchi la frontière entre le Royaume de Prusse et le Royaume de France au «Bremm d'or» en mai 1837. Le poste frontière de Goldene Bremm, dans le district de Spicheren, se trouve à nouveau sur le territoire français aujourd'hui, tandis que le poste frontière vers la Prusse, près de l'ancien comté de Sarrebruck, portait le nom de Neue Bremm et le porte encore aujourd'hui. La princesse de Mecklembourg-Schwerin, qui avait été élevée au rang de grand-duc au Congrès de Vienne en tant que partie de la province prussienne du Rhin, était en route pour rencontrer son fiancé *Ferdinand Philippe d'Orléans, duc de Chartres*. La nouvelle s'étant répandue qu'elle allait épouser le fils aîné et héritier du trône du roi *Louis-Philippe de France* et de son épouse *Maria Amalia de Naples-Sicile* au château de Fontainebleau, les notables locaux de Spicheren lui ont réservé une splendide réception. Les envoyés des autorités françaises et prussiennes se sont mutuellement assurés de leur meilleur voisinage.

2.

La promesse de paix n'a pas duré longtemps. Dans le sillage du nationalisme rampant en Europe, les antagonismes entre la France et les États allemands sous la direction du Premier ministre prussien *Otto von Bismarck* s'intensifient. En France, la monarchie de juillet du roi Louis-Philippe a pris fin avec

la révolution de février 1848. Élu président de la Seconde République, *Louis Napoléon*, un neveu de Napoléon I., qui avait scellé la République après quatre ans et s'était lui-même proclamé empereur *Napoléon III* par un coup d'État, à la fin de son mandat, il se révèle être un souverain faible en matière de politique étrangère, toujours désireux d'étendre le territoire français, mais sans fortune. En 1867, il ne parvient pas à acheter le duché de Luxembourg au roi des Pays-Bas *Guillaume III*, car Bismarck fait reculer le roi des Pays-Bas par une ruse perçue comme une menace. Le coup d'État de Napoléon visant à installer le frère *Maximilien* de l'empereur autrichien *François-Joseph* comme empereur du Mexique afin de faire du pays une colonie de la France s'est soldé par une disgrâce; l'aventure a échoué en raison de la résistance des États-Unis à l'intervention militaire européenne.

Napoléon cherche à compenser les revers de la politique étrangère pour assurer l'hégémonie française en menant une politique plus offensive contre l'unification de l'Allemagne par Bismarck sous la direction de la Prusse, qui est perçue comme un affaiblissement de la puissance et une perte de prestige de la France. Cela correspondait tout à fait aux ambitions de Bismarck, selon la stratégie duquel la solution du Reich allemand sauf l'Autriche ne pouvait être obtenue que par l'effort commun d'une guerre nationale contre le voisin français. Bismarck veut la guerre, mais il ne veut pas être considéré comme l'instigateur. Ainsi, en 1870, le conflit plutôt ridicule concernant la succession espagnole, que le gouvernement espagnol avait offerte au prince *Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen*, suffit à déclencher la guerre. Bismarck utilise la crainte de la France d'être encerclée par les Hohenzollern au sud et à l'est pour envenimer la situation en faisant annoncer par la Maison des Hohenzollern la candidature de Léopold. Bien que le roi *Guillaume de Prusse*, qui fait la cure à Bad Ems, ait fait en sorte que Léopold renonce au trône sous la pression d'un envoyé français, le ministre français des Affaires étrangères *Antoine de Gramont* exige que le roi de Prusse renonce définitivement à la succession espagnole et déclare qu'il n'a jamais voulu porter atteinte à l'honneur de la nation française. Cela a été refusé par le roi William. Pour Bismarck, cette demande était une occasion bienvenue de provoquer la France en exagérant la déclaration royale dans l'«Emser Depesche» du 13 juillet, ce que *Theodor Fontane* a résumé en ces termes: «Le télégramme de Bismarck n'a pas créé la guerre, mais l'a seulement forcée à la bonne heure.» Le calcul de Bismarck a fonctionné. La France déclare la guerre à la Prusse six jours plus tard, le Reichstag de la Confédération d'Allemagne du Nord approuve les crédits de guerre le même jour, et les États d'Allemagne du Sud reconnaissent le bien-fondé de l'alliance dans la déclaration de guerre. La France, l'agresseur, n'a pas le soutien des grandes puissances.

Fin juillet, 300 000 soldats français et 520 000 soldats allemands s'affrontent entre Sarrebruck et Bâle. L'offensive française conduit aux premiers combats sur le sol prussien. Le 2e corps d'armée,

sous les ordres du général Frossard, prend Saarbrücken le 2 août, qui n'est que faiblement défendu, mais ne peut s'y maintenir et se replie sur les Spicherer Höhen. Tandis que la 3e armée sous les ordres du prince héritier prussien *Frédéric-Guillaume*, plus tard l'empereur de 99 jours Frédéric III, avait gagné contre l'armée du maréchal *Patrice de MacMahon* le 6 août après des combats féroces et coûteux autour de Wissembourg en Alsace, des parties des 1ère et 2ème armées prussiennes ont attaqué le 2ème corps français sur les hauteurs de Spicherer le même jour, ont pris le Roter Berg, le Forbacher Berg ainsi que le Goldene Bremm l'un après l'autre et ont pu forcer le général Frossard à battre en retraite malgré des pertes élevées parce que les dirigeants français n'avaient pas déployé les réserves disponibles assez rapidement.

La bataille de Spicherer n'était en aucun cas la dernière, ni la bataille décisive, mais cette heureuse victoire a donné aux Prussiens une impulsion positive pour la suite de la guerre. Après le siège et la destruction de Strasbourg fin septembre, qui sert à la France en 1914 de justification à l'objectif de guerre de reconquête de l'Alsace-Lorraine, la chute de Metz et de Toul, et la bataille victorieuse de Sedan, l'armée française se rend le 2 septembre 1870. À Paris, l'empereur Napoléon est renversé sous la pression populaire et plus de 40 000 ressortissants allemands, parmi lesquels se trouvent principalement des indigents, sont expulsés non pas pour des fautes individuelles mais pour leur fausse nationalité – une anticipation draconienne de l'internement de millions de personnes pendant les deux guerres mondiales. Bismarck refuse de négocier un armistice avec le nouveau gouvernement, car il n'entend réorganiser l'État allemand que sous la pression de la guerre à l'extérieur et de la répression à l'intérieur. Il fait assiéger et bombarder la capitale, Paris, qui compte deux millions d'habitants, jusqu'à ce que, confrontée à une pénurie de baguettes, d'autres denrées alimentaires et de charbon pendant le long et froid hiver, la ville capitule le 31 décembre. Dans le reste de la France, la résistance s'éteint progressivement après que l'armée du général Charles Bourbaki, forte de près de 100 000 soldats, ait été poussée en territoire suisse au début du mois de février 1871. Une paix préliminaire est conclue le 26 février, mais en raison de la résistance tenace des bataillons de Franc-tireurs, la paix définitive ne sera conclue qu'il y a 150 ans, le 10 mai 1871, à Francfort-sur-le-Main. Le 18 janvier 1871 déjà, après la fondation du second Empire allemand, le roi prussien Guillaume avait été couronné empereur d'Allemagne dans la galerie des glaces de Versailles.

3.

En tant que première grande bataille de la guerre de 1870/71, la bataille des hauteurs de Spicherer est devenue un symbole particulier de cette guerre, que les deux camps interprétaient encore des

décennies plus tard comme le résultat de la volonté d'expansion de leurs adversaires respectifs. Dans de nombreux domaines, la victoire du Reich allemand a amené la France à faire une fixation pendant des décennies sur l'ennemi allemand et les forces allemandes perçues comme la raison de sa propre défaite. Du côté allemand, la victoire a servi de lien unificateur du «fondement intérieur du Reich», et le jour de la capture de Napoléon sur le champ de bataille, le 2 septembre 1870, est devenu la fête nationale la plus importante du Reich, le «jour de Sedan». Dès le 7 août 1870, la ville de Sarrebruck a créé un cimetière militaire dans le «Ehrental», à proximité immédiate du champ de bataille. C'est la base d'une culture du souvenir qui a fait de Spicheren, qui allait bientôt devenir un Reich allemand, un lieu de mémoire national. Dans les années 1880, l'association des guerriers de Sarrebruck a fondé les «Journées de Spicheren», qui étaient célébrées chaque année avec de la musique, des chants et des discours pathétiques sur les hauteurs de Spicheren. Depuis 1905, le Spicherer Turn- und Spielfest (festival de gymnastique et de jeux) a lieu chaque année. À la veille de la Première Guerre mondiale, il s'est transformé en un événement paramilitaire à saveur nationaliste et a encouragé l'enthousiasme pour la guerre, en particulier chez les jeunes. Sarrebruck, une ville plutôt insignifiante située à l'extrême sud-ouest de la province prussienne du Rhin avant la fondation du Reich allemand, s'est transformée en «bastion de la Prusse à l'Ouest» (*Wilfried Loth*) jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le culte de Spicheren, qui s'est manifesté par la visite du roi prussien Wilhelm trois jours après la fin de la bataille, a contribué de manière significative à l'intégration rapide de la ville dans le Reich allemand. En 1913 encore, les habitants de Sarrebruck célébraient Spicheren.

Il n'est donc pas surprenant que la déclaration de guerre de l'Empire allemand à la France le 3 août 1914 ait d'abord suscité l'enthousiasme dans la région de la Sarre comme dans le reste du Reich. Toutefois, l'ambiance change lorsque les premiers effets de la guerre se font sentir dans la vie quotidienne de la population en raison des problèmes d'approvisionnement. La pénurie de nourriture a été particulièrement dure pour les mineurs qui travaillaient dur. Un an après le début de la guerre, des raids aériens ont amené la guerre en Sarre. Sarrebruck, avec sa gare de guerre et ses industries voisines, était l'une des principales cibles des bombardiers alliés. Dans la fabrication du fer, de l'acier et du charbon, les matériaux de base les plus importants pour la production d'armements, il y avait une pénurie de combattants de première ligne, qui étaient remplacés par des femmes, des jeunes et des prisonniers de guerre comme travailleurs forcés. Après que la situation militaire de l'armée allemande soit devenue désespérée au début de l'automne 1918, le chancelier du Reich *Max von Baden* entame des discussions avec les Alliés en vue d'un armistice. Le traité conclu le 11 novembre 1918 stipule, entre autres, l'évacuation des territoires en France occupés par le Reich, tels que Spicheren et les Spicherer Höhen. Les troupes françaises s'installent à Sarrebruck et dans d'autres villes de la région de la Sarre. Les conseils d'ouvriers et de soldats, qui avaient été fondés en

même temps que la révolution de novembre et se considéraient comme des forces d'ordre provisoires, ont été dissous par l'armée française, qui était désormais la nouvelle force d'ordre dans la région de la Sarre.

Le traité de paix conclu le 28 juin 1919, négocié lors de la conférence de paix de Versailles par les États vainqueurs sous la présidence du Premier ministre français *Georges Clemenceau* sans consulter la délégation allemande, n'a pas amélioré les relations franco-allemandes. Clemenceau agit en tant que farouche opposant au Reich allemand car il veut protéger les intérêts de la France en l'affaiblissant le plus possible. Outre d'importantes réparations et la restitution de l'Alsace-Lorraine, il exige la cession de la Rhénanie et de la région de la Sarre. Ses demandes de cession de territoire n'aboutissent pas car le Premier ministre britannique *David Lloyd George*, en particulier, craint une hégémonie française qui bouleverserait l'équilibre des forces sur le continent européen et pourrait faire basculer le Reich allemand du côté des bolcheviks, et le président américain *Woodrow Wilson* rejette également la cession de la Rhénanie. Les dispositions du statut de la Sarre, qui nous intéressent ici, prévoient que les mines de charbon devaient être transférées à la propriété française et que la région de la Sarre devait être placée sous l'administration de la Société des Nations pendant quinze ans avant qu'un référendum ne décide si elle devait conserver son statut ou être annexée à la France ou au Reich allemand. La Sarre est ainsi coupée de l'économie allemande, de ses liens avec l'industrie du charbon et de l'acier en Lorraine et du système de sécurité sociale prussien. L'administration militaire française est remplacée au début de 1920 par la Commission gouvernementale de la Sarre, nommée par la Société des Nations, dont le premier président, le préfet de la Marne *Victor Rault*, ne parvient pas à surmonter les tensions franco-allemandes et est remplacé en 1926 par un Canadien, puis par un Britannique. Indépendamment de toutes les restrictions, le traité de Versailles a certainement été un gain pour la région de la Sarre, car il a établi son autonomie, qui a été largement préservée jusqu'à ce jour. Lors du référendum sur le statut territorial de la Sarre organisé au début de 1935, plus de 90 % des électeurs ont voté pour la réunification avec le Reich allemand, 9 % pour le statu quo en tant que territoire sous mandat de la Société des Nations et moins de 0,5 % pour l'unification avec la France.

4.

Vingt ans seulement après la fin de la Première Guerre mondiale, le village frontalier de Spicheren est à nouveau le théâtre d'une histoire qui, après un prélude militaire, connaît une fin barbare, objet des procès de Rastatt de 1946 à 1954.

De 1936 à 1940, les nationaux-socialistes font construire un système de défense militaire le long de la frontière occidentale du Reich allemand, qui s'étend de Clèves, à la frontière néerlandaise, sur plus de 600 km vers le sud, jusqu'à Grenzach-Wyhlen, à la frontière suisse. Les fortifications frontalières, connues sous le nom de «Westwall» ou «programme Limes», consistaient en un système complexe de quelque 20 000 bunkers de différentes tailles ainsi que de postes de commandement et d'observation qui pouvaient être reliés entre eux pour former des chaînes de barrage. Le gigantesque programme de construction, qui s'inspire de la ligne Maginot française, est réalisé presque exclusivement sous la direction de *l'organisation nationale socialiste Todt*, un groupe de construction paramilitaire. Jusqu'à un demi-million de travailleurs ont été enrôlés pour son exécution, transportés par le Reichsbahn allemand jusqu'à la frontière occidentale, logés en masse par le Front national socialiste du travail allemand, fondé après la destruction des syndicats libres en 1933, et employés dans des conditions de travail extrêmement mauvaises.

Dans la région de la Sarre, les travaux de construction du Westwall commencent en 1938. Sur la base d'un ordre du Führer émis lors d'une inspection d'Hitler sur place, Saarbrücken, entre autres, est incluse dans le Westwall en octobre 1938. Dans la région de la Sarre, quelque 8 000 propriétés, essentiellement agricoles, ont été régulièrement expropriées sans compensation. Ce n'est qu'en 1940 que les agriculteurs de Westwall, particulièrement touchés, ont été indemnisés par des fermes de Lorraine dont les propriétaires avaient été expulsés par les nazis. À Blieskastel, à l'extrême orientale de la région de la Sarre, près de Zweibrücken, un bâtiment administratif de l'Organisation Todt a été érigé sur un terrain sur lequel avait été construit un château Renaissance appartenant aux comtes impériaux *von der Leyen* qui avait été détruit pendant la Révolution française. Après la déclaration de guerre de la France le 3 septembre 1939, les terres frontalières françaises de la région de la Sarre ont également été occupées dans le cadre de la «Marche de sécurité vers l'Ouest» ordonnée par Hitler, que les nazis justifiaient par la proximité des installations industrielles de la Sarre et de la grande ville de Sarrebruck, située près de la frontière. En décembre 1939, l'Organisation Todt a érigé les premiers abris provisoires sur les hauteurs de Spicherer, dont un qui a été baptisé «position Adolf Hitler» après que Hitler ait inspecté le site le 24 décembre, et qui a été agrandi à partir de janvier 1940. Jusqu'en juin 1940, la construction du bunker s'est étendue du Spicherer Berg, directement à la frontière nationale, sur environ six kilomètres vers l'ouest en direction de Petite-Rosselle, avant que les travaux de construction ne soient arrêtés.

En 1940, dans le cadre des travaux de construction du Westwall, les nazis ont construit le camp de baraquement «Neue Bremm» à la périphérie de Sarrebruck, en face du Golden Bremm et d'un

restaurant très fréquenté. Pendant deux ans, il a servi de camp de travail pour les travailleurs forcés et pour l'hébergement des prisonniers de guerre. Au début de 1943, la police secrète d'État (Gestapo) a fait agrandir le camp, et à partir du milieu de l'année, il a été utilisé comme «prison de police agrandie» pour accueillir jusqu'à 500 prisonniers masculins. En 1944, un camp séparé pour les femmes, pouvant accueillir jusqu'à 400 prisonnières, a également été ouvert. Les gardes contrôlaient toute la zone depuis un mirador équipé d'une mitrailleuse. Au milieu de chaque camp se trouvait un bassin de lutte contre l'incendie, au bord se trouvait le logement du commandant du camp, et dans le camp des femmes se trouvait une baraque d'atelier. Contrairement aux camps de concentration, qui étaient gérés par le SS-Wirtschafts-Verwaltungshauptamt central de Berlin, les prisons de police étendues étaient sous le contrôle direct de la Gestapo régionale respective, ce qui permettait des ordres de déploiement sur place flexibles et incontrôlés sans avoir besoin d'une détention de protection; elles servaient généralement de camps de transit pour les camps de concentration. Le commandement suprême des deux types de camps était assuré par le Reichsführer-SS *Heinrich Himmler*. L'appellation «prison de police» dissimulait la fonction réelle de l'établissement. C'était tout sauf une prison pour criminels condamnés ou un établissement d'internement temporaire pour des raisons de sécurité policière, mais un lieu de torture brutale, de passages à tabac sadiques et de meurtres arbitraires.

Outre des opposants supposés ou réels au national-socialisme, des travailleurs forcés et des Juifs, les prisonniers étaient principalement des parents de déserteurs de la Wehrmacht et des objecteurs de conscience, ainsi que des prisonniers de guerre et des résistants de nombreuses régions d'Europe, notamment de France et d'Union soviétique. Le camp était dirigé par le commandant du camp *Fritz Schmoll*, âgé de 30 ans, son adjoint *Peter Weiss*, âgé de 35 ans, et *Karl Schmieden*, âgé de 24 ans, en tant que chef des gardes. Le camp des femmes était supervisé par *Karoline Thomae*, âgé de 32 ans. Alors que les dirigeants étaient des officiers de la Gestapo appartenant aux rangs moyens et inférieurs de la SS, le personnel de surveillance, les employés administratifs et les autres travailleurs étaient exclusivement des retraités, des invalides de guerre ou des pères de famille bien élevés qui avaient été obligés de servir par le bureau de placement. Parmi eux, *Nikolaus Drokur*, 63 ans, avait travaillé comme mineur de fond et, jusqu'à un accident du travail, avait réussi à être propriétaire de sa maison et père de trois enfants, avant de devoir accepter plusieurs emplois temporaires en raison de sa maigre pension de 70 Reichsmarks. Dans le camp, il était considéré comme l'incarnation du superviseur SS brutal, bien qu'il n'ait jamais été membre d'une unité SS ou de toute autre organisation nationale-socialiste. Au fur et à mesure qu'il s'habitue à exercer un pouvoir incontrôlé, les mauvais traitements dégénéraient en terreur et conduisaient à des mesures de torture toujours plus excessives. Il noie des prisonniers dans le bassin d'incendie et en fait un spectacle pour la

plupart de ses collègues, qui agissent à leur tour contre les détenus du camp avec toujours plus d'inhibition et d'insensibilité. Cependant, aucun superviseur n'a été forcé par ses supérieurs à maltraiuter les prisonniers. *Robert Rudy*, boulanger de formation, a réussi à invoquer le règlement de service du commandant du camp, qui était affiché dans le camp et interdisait de maltraiuter les prisonniers.

Tous les employés du camp ont infligé des traitements inhumains aux détenus sous les yeux du public. Les mauvais traitements infligés dans les camps, qui étaient clôturés par des barbelés, étaient facilement visibles pour les visiteurs du restaurant «Neue Bremm» et du cimetière principal voisins, pour les promeneurs et les automobilistes empruntant la route principale du pont de la Sarre menant à la zone d'excursion de Spicherer Höhen, qui bordait les camps, et les cris de douleur des torturés étaient audibles. Au moins 82 prisonniers ont été assassinés, dont 43 Français, quinze citoyens soviétiques, neuf Polonais et quatre Allemands. Parmi les autres victimes, on compte des centaines de prisonniers qui avaient été "aiguillés" vers les camps de concentration de Buchenwald, Dachau, Mauthausen et Ravensbrück et qui sont morts des suites des mauvais traitements et de la malnutrition qu'ils ont subis au camp de Neue Bremm.

Les auteurs, les victimes survivantes et les mauvais traitements inhumains infligés dans le camp de la Gestapo de Neue Bremm ont été au centre du *procès de Rastatt* en 1946, le premier procès des Alliés pour crimes de guerre dans la zone occupée par les Français, qui a été suivi d'autres procédures pénales et d'appel. Tous les juges du tribunal militaire français, le Tribunal Général, ouvert en avril 1946 sur la base de la loi n° 10 du Conseil de contrôle allié, puis de la cour de révision, le Tribunal Supérieur, ont été nommés par l'administration militaire française. La défense est principalement assurée par des avocats allemands, parmi lesquels *Otto Kranzbühler*, qui avait défendu l'amiral *Karl Dönitz* lors du procès de Nuremberg contre les principaux criminels de guerre, l'avocat *Karl Heitz*, qui l'avait emporté d'une voix contre son prédécesseur du SPD, destitué par les nazis en 1933, lors de l'élection du maire d'Offenburg en 1948, et la jeune greffière de 24 ans *Helga Kloninger* comme défenseur public. Les prévenus ont également le droit d'être défendus par des avocats français, ce qui a été utilisé par l'entrepreneur de charbon et d'acier de Völklingen, *Hermann Röchling*, prévenu dans le procès Rastatt de 1948/49.

La cour se tenait dans les salles baroques en stuc du château de Rastatt, que le margrave de Bade *Ludwig Wilhelm* ("Louis le Turc") avait fait construire comme nouvelle résidence entre 1697 et 1707 après la fin de la guerre du Palatinat, qui avait été déclenchée par le «Roi Soleil» *Louis XIV* en 1688 sans raison valable et avait été dévastatrice pour le Palatinat électoral, le Palatinat et le Margraviat

de Bade. Rastatt avait également été victime de cette guerre, et sur les ruines de la ville marchande a été construit le complexe de palais conçu par l'architecte viennois *Domenico Egidio Rossi*, qui présente certaines similitudes avec le château de Versailles. L'administration militaire française a choisi ce site comme siège du tribunal 250 ans après la fin de la guerre du Palatinat, qui n'a pas été sans poser de problèmes aux relations franco-allemandes.

La charge des accusés des procès pour crimes de guerre qui se sont déroulés au château de Rastatt devant le Tribunal général et le Tribunal supérieur à partir de 1946 était bien plus importante. Outre deux procédures pénales contre les auteurs de la Neue Bremm, des procédures pénales ont été menées ici contre le personnel des sous-camps du camp de concentration de Natzweiler-Struthof et du camp de rééducation de Schirmeck en Alsace situés de ce côté de la frontière, ainsi que contre le personnel du camp spécial SS de Hinzert près de Trèves, contre les gardiens du camp de concentration pour femmes de Ravensbrück et contre les responsables de nombreux autres camps nazis du sud-ouest de l'Allemagne. La peine de mort a été prononcée dans 105 cas et exécutée dans 62 cas. Les crimes commis sur le territoire français pendant la Seconde Guerre mondiale relevaient de la compétence des tribunaux militaires en France.

Les accusés du premier procès de Rastatt en mai/juin 1946 étaient le commandant et son personnel de commandement ainsi que les gardiens, soit un total de 37 employés du camp de la Gestapo de Neue Bremm, qui devaient répondre de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de meurtres et d'homicides involontaires. En juillet 1947, un deuxième procès a lieu contre onze autres employés du camp qui avaient disparu ou n'avaient pu être retrouvés avant le premier procès. Sur les 37 accusés du premier procès, quinze, dont Fritz Schmoll, Karl Schmieden et Nikolaus Drokur, ont été condamnés à mort; les sentences ont été exécutées le 30 juillet 1946 et le 11 décembre 1947. Dix-neuf hommes et six femmes ont été condamnés à des peines de prison allant de trois à quinze ans, dont certaines ont été raccourcies par la suite en raison des lois d'amnistie et de l'allégement de la pression exercée par les enquêtes. Deux accusés ont été acquittés, dont *Eduard Leibfried*, un maître charpentier qualifié. Il n'avait pas laissé les menaces et les réprimandes officielles du commandant du camp l'empêcher de glisser des cigarettes et de la nourriture aux prisonniers. Lorsque Fritz Schmoll l'a surpris en train d'échanger des adresses et des messages avec des prisonniers, il a été sommairement congédié et inculpé au pénal. Pour cela, il a purgé une peine de dix jours dans la prison de Lerchesflur à Sarrebruck en juillet 1943. Leibfried est l'un des rares à avoir montré de manière exemplaire qu'il était possible de préserver l'humanité même sous les régimes de terreur nationaux-socialistes.

5.

L'histoire des 3 000 habitants de Spicheren, à la frontière franco-allemande, et les événements plus ou moins heureux qui y sont associés, reflètent comme dans un verre brûlant les relations entre l'Allemagne et la France au cours des presque trois cents dernières années, depuis la Révolution française de juillet et le Vormärz allemand. Elle a oscillé entre le mariage dynastique et la méfiance politique, l'inimitié héréditaire et le revanchisme, la recherche de l'hégémonie et la politique du prestige, la pensée sécuritaire et l'illusion du pouvoir, l'illusion de la domination et la peur de l'échec. Par-dessus tout, il y avait la dépendance à l'auto-réalisation nationaliste. Il a fallu la double catastrophe du national-socialisme et de la Seconde Guerre mondiale pour que les deux États réfléchissent de manière réaliste à la supériorité de la collaboration en Europe et institutionnalisent l'amitié mutuelle. Il est intéressant de noter que, dix-huit ans après la fin de la guerre, c'est le président français *Charles de Gaulle* qui a tendu la main au chancelier allemand *Konrad Adenauer*, même si ce n'était pas pour des motifs entièrement altruistes. Le traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 a non seulement marqué le début d'une nouvelle ère de coopération politique entre les deux États voisins, mais aussi une compréhension culturelle sans cesse croissante entre leurs citoyens, qui se poursuit aujourd'hui encore. Spicheren est passé d'une ville frontalière à un lieu de mémoire grâce à l'accord de Schengen du 14 juin 1985. Il faut espérer que la mémoire sera également préservée dans le nom de la station de métro de Berlin et qu'elle ne sera pas victime d'un changement de nom anhistorique dû à la pression de minorités militantes.